



# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## APRES LA GREVE DES CHEMINOTS, CONTRE LA POURSUITE DES ATTAQUES, CONTRE LES MANOEUVRES SYNDICALES, CONTINUONS LE COMBAT POUR UNIFIER NOS LUTTES

Aujourd'hui, malgré l'échec de la lutte à la SNCF, la colère des ouvriers face à l'intensification des attaques de la bourgeoisie reste entière. Nombreux sont les ouvriers pour lesquels la volonté de reprendre le combat s'affirme clairement.

C'est face à ce besoin qui n'a pas été altéré par cette première bataille perdue et qui continue à être largement ressentie dans les rangs ouvriers que la bourgeoisie - en s'appuyant sur leur méfiance grandissante envers les syndicats - cherche aujourd'hui à entraîner les ouvriers dans le faux dilemme : -soit entrer en lutte derrière les syndicats dont les ouvriers se méfient légitimement dans la mesure où ces derniers n'ont jamais cessé de les mener dans des impasses ; -soit refuser leurs appels à la lutte, refuser de les suivre, de se laisser encadrer, manipuler par toutes leurs magouilles, et ne rien faire, c'est-à-dire renoncer à se battre.

Cette fausse alternative est un piège et les ouvriers ont commencé à s'en dégager concrètement tel que l'a démontré la formidable riposte des cheminots. La classe ouvrière en France vient, en effet, de faire la preuve de sa détermination à ne pas céder à la passivité, à la résignation, mais au contraire de sa capacité à sa mobiliser massivement, à prendre l'initiative de la lutte en dehors des syndicats et à ne compter que sur ses propres forces pour l'étendre et l'organiser.

Aujourd'hui, malgré la défaite des cheminots, les ouvriers ne sont nullement démoralisés. En effet, l'urgence actuelle de comités de lutte dans plusieurs secteurs traduit le besoin chez les ouvriers de se regrouper pour tirer le bilan de la lutte des cheminots afin de se préparer pour les luttes à venir (cf. page 3). Elle traduit la volonté de ne pas laisser les syndicats occuper tout le terrain, la volonté de ne pas se laisser prendre au piège de ce faux dilemme : lutter derrière les syndicats ou se résigner.

Aujourd'hui, la question qui se pose à tous les ouvriers est : comment reprendre la lutte pour la

faire triompher ?

À la lumière de toutes leurs expériences -et plus particulièrement de celle de la grève à la SNCF- les ouvriers se rendent compte que le seul moyen de résister efficacement aux attaques massives et aux manœuvres de la bourgeoisie, consiste à lui opposer, dans la lutte, le front le plus large et le plus uni possible.

Cela implique que les ouvriers devront pour les luttes futures :

- avoir comme préoccupation centrale, constante et immédiate d'étendre rapidement et le plus massivement possible la lutte en appelant les autres secteurs à rejoindre le mouvement. Si la lutte reste isolée, enfermée dans le secteur, la corporation, elle est inévitablement vouée à la défaite. Comme l'a montré clairement la grève des cheminots, quelle que soit la détermination des ouvriers à engager le combat et à le poursuivre, quelle que soit leur niveau de combativité et de mobilisation, quel que soit le degré d'auto-organisation dont ils se dotent si leur lutte ne parvient pas à s'étendre rapidement aux autres secteurs, si elle ne se donne pas d'emblée cet objectif, si d'autres secteurs ne viennent pas se joindre au mouvement, celui-ci est nécessairement condamné au pourrissement, à la récupération par les syndicats et leur base gauchiste et finalement à l'échec ;

- rompre, comme l'ont fait les ouvriers de la SNCF, avec la pratique d'assemblées où toutes les décisions sont prises par les syndicats. Ainsi, les ouvriers devront nécessairement organiser, diriger en permanence leur lutte, à tous les niveaux, à travers des assemblées générales souveraines où toutes les décisions, toutes les actions à mener sont discutées et élaborées collectivement ; assemblées générales qui doivent élire leurs propres comités de grève, révocables à tout moment, ayant pour mandat d'appliquer les décisions, de collecter, centraliser et répercuter les informations. Ces assemblées générales devront être constamment au service de l'extension de la lutte en organisant et envoyant des délégations

massives vers d'autres entreprises afin de les entraîner dans le mouvement comme ont su le faire, entre autres, les 300 mineurs du Limbourg (Belgique) au printemps 86 en direction des cheminots à Bruxelles ;

- mettre en place des coordinations entre les différentes entreprises, les différents secteurs en lutte dans une même région ; coordinations qui doivent être l'émanation réelle de la lutte en vue de son unification ; coordinations constituées de délégués élus par les différentes assemblées générales. Ces véritables coordinations ouvrières n'ont rien à voir avec les simulacres de coordinations que créent de toutes pièces aujourd'hui les syndicats et les gauchistes et qui ne représentent qu'eux-mêmes ;

- ouvrir toute assemblée générale, toute réunion, toute coordination à tous les ouvriers, actifs ou chômeurs, ainsi qu'aux organisations révolutionnaires qui soutiennent et défendent activement le combat. Le renforcement de la lutte passe par la confrontation, l'échange de propositions, de modalités d'actions, et cet échange doit être le plus large, le plus riche possible. Par contre, les pratiques consistant à interdire l'accès des assemblées aux "éléments étrangers à la lutte" -pratiques encouragées et préconisées par les gauchistes dans les coordinations SNCF enfermant les cheminots dans le cadre corporatiste, voire catégoriel- ne peuvent qu'aller à l'encontre du développement de la lutte. Ces pratiques de repli du mouvement sur lui-même ne peuvent que déboucher sur l'étouffement, l'asphyxie et, au bout du compte, sur la défaite ;

- avancer et prendre en charge l'ensemble des revendications communes à tous les secteurs, à toutes les catégories sans se laisser paralyser par les revendications spécifiques. Une riposte unie de tous les ouvriers nécessite la mise en avant des revendications les plus unificatrices possibles et exige que la lutte se poursuive jusqu'à satisfaction de toutes les revendications. Et cela contrairement aux agissements quotidiens des syndicats qui n'ont jamais cessé de mettre en avant des revendications spécifiques à tel ou tel secteur, à telle ou telle catégorie professionnelle afin de diviser les intérêts de la classe ouvrière, voire de les opposer les uns aux autres.

De même, la défense de toutes les revendications doit être prise en charge par les ouvriers eux-mêmes jusque dans les négociations avec le patronat et le gouvernement, à travers leurs propres délégations, comme la volonté en a été exprimée par de nombreux cheminots lors de la grève à la SNCF. Laisser cette responsabilité aux "spécialistes" des "négociations secrètes" -les syndicats- revient, en fait, à remettre aux mains de ces derniers la direction de la lutte et à se laisser déposséder de son issue.

Contre les attaques que continue de porter le gouvernement et le patronat, contre les manœuvres de la gauche, des syndicats et des gauchistes, reprenons le flambeau de la lutte des cheminots pour le porter encore plus haut. Prenons nos luttes en mains, unifions-les pour les rendre victorieuses et faire reculer la bourgeoisie.

CR.  
23/2/87

### Sommaire

FRANCE :

- Contre-offensive de la bourgeoisie et... p. 2
- Manœuvres syndicales..... p. 2
- Comités de lutte : préparer les luttes à venir. p. 3
- LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE
- Grande-Bretagne - Grèce..... p. 5
- Un pas en avant pour la lutte internationale.... p. 4
- Comités de chômeurs en RFA..... p. 6

**LUTTE DE CLASSE  
INTERNATIONALE**

**LIRE P. 4 ET 5**

# LES OUVRIERS DOIVENT FAIRE FACE A TOUTE LA CLASSE CAPITALISTE ...

● Pendant quelques jours en décembre 86, toute la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie -que Chirac, après la gauche, n'a fait que poursuivre et amplifier depuis son arrivée au pouvoir- a chancelé . Pendant quelques jours, la question se posait de savoir si la classe ouvrière en France allait réussir à développer, à partir de la grève des cheminots, une lutte massive capable de faire échec, même momentanément aux attaques de l'ennemi de classe. Là-dessus , la défaite à la SNCF a permis à l'Etat de contre-attaquer le plus vite et le plus fort possible l'ensemble des travailleurs. Et les discours de Chirac sur la nécessité *"de donner un nouveau souffle au dialogue social"* n'ont pas d'autre sens.

## PAS DE RECUL DANS LES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES

D'abord, Chirac souligne, clair et net, que les ouvriers devront se satisfaire du *"qualitatif"* comme *"améliorer le dialogue social dans les entreprises"* (!), parce que, sur le *"quantitatif"*, c'est à dire les salaires, les licenciements, les attaques contre les conditions de vie et de travail, il n'est pas question de céder et de revenir sur quoi que ce soit. Ainsi, les attaques contre les salaires vont continuer de plus belle alors que les prix sont "libérés" (augmentation d'une multitude de produits de première nécessité, des loyers, etc.). Pour ne citer que quelques exemples, les augmentations salariales dans la fonction publique pour 87 sont de 1,7% (étalées par *"petits bouts"* sur toute l'année), de 0,5% chez Renault. Les licenciements et suppressions d'emplois s'accroissent et s'amplifient : 350 licenciements à Bull Belfort, 1100 dans la réparation navale pour l'immédiat (dont 500 au Havre avec l'accord de la CGT...), 1700 suppressions d'emplois aux Houillères de Lorraine et 19 000 dans la Fonction publique après les 20 000 déjà entérinées en 85-86. Et, contrairement à ce que tente de faire croire d'un autre côté la gauche (1), il n'y a pas eu et il n'y aura pas le moindre recul sur les attaques essentielles. Ainsi, par exemple, la loi sur l'aménagement du temps de travail, malgré le tapage orchestré autour de la sanction du Conseil constitutionnel contre l'amendement Séguin pour faire croire que la gauche est "contre" et que la droite recule, sera adoptée. De toute façon, la réalité de cette loi est déjà appliquée dans de nombreuses usines et dans des secteurs importants comme la métallurgie notamment, de manière *"pré-légale"*. Comme le déclare le CNPF, il n'y a pas d'inquiétude à avoir à ce sujet, *"le gouvernement n'aura qu'à représenter cet amendement au mois d'avril"*.

# ... ET A SES CHIENS DE GARDE SYNDICAUX SUR LE TERRAIN DES LUTTES

● Les syndicats, principaux artisans de la défaite des ouvriers de la SNCF, sont depuis près de deux mois sur la brèche. On ne pouvait pas en attendre moins de la part des briseurs de grève professionnels qu'ils sont. Mais la contre-offensive sur le terrain des luttes de toutes les forces syndicales officielles ou "extra-syndicales" via les gauchistes est à la mesure de la peur qu'ils ont eue à la Noël face à une classe ouvrière qui confirmait grandement sa volonté de lutte, la mettait en pratique et ce, justement sur la base d'une méfiance accrue que ces syndicats leur inspirent.

L'exemple des cheminots est aujourd'hui une marque au fer rouge qui nourrit en permanence les discussions des ouvriers de tous les secteurs. Les syndicats le savent pertinemment et s'évertuent justement à en gommer toutes les leçons car la pression ne se relâche pas, loin de là, dans les rangs ouvriers : que ce soit dans la fonction publique, le secteur privé, la colère est permanente et c'est le plus possible en première ligne que les syndicats essaient de canaliser cette combativité. Les exemples ne manquent pas :

-à la SNCF où ils tiennent le haut du pavé pour "soutenir" et canaliser la rage des cheminots traduits en justice pour dégradation de matériel. La CGT a même le culot de claiçonner sur tous les toits qu'elle a été le véritable fer de lance de la grève SNCF! Fer de lance du sabotage et de la défaite, oui!

Et ça continue! Quand les ouvriers les plus combattifs, écoeurés de ce travail de sape, veulent en tirer les leçons, les gauchistes, dans leurs meetings ou leurs réunions de bilans, sont là pour jouer les chiens de garde et limiter les dégâts. Se réunir et critiquer les syndicats? D'accord, mais seulement entre cheminots , en fermant la porte à tout élément extérieur . Tirer le bilan de l'isolement et la prochaine fois étendre mieux le mouvement? D'accord, mais aux autres secteurs de la SNCF.

Sur ce point, la priorité commune qu'ils ont tous, c'est généraliser le plus possible la défaite, alors que la classe ouvrière ne veut pas désarmer.

## L'OBJECTIF SYNDICAL : EMPECHER LA LUTTE OUVERTE

Car c'est aussi et surtout dans les autres secteurs mobilisés par l'attaque bourgeoise qui ne s'est pas ralentie, que les initiatives syndicales se sont exprimées pleinement pour désamorcer ou défaire dès le départ toute velléité de lutte ouverte, massive, unie.

Depuis la mi-janvier, les instituteurs sont entrés en lutte. Face aux décisions de fermetures de postes la rentrée prochaine, qui, dans certaines régions, représentent plus du triple des fermetures de l'an

La bourgeoisie a gagné cette première manche contre les travailleurs. Mais la victoire lui a été coûteuse et risque de l'être beaucoup plus dans le futur. La grève à la SNCF a fait éclater aux yeux de beaucoup d'ouvriers, qui se défient vivement des syndicats, qu'ils n'ont besoin de personne pour s'organiser et surtout pas d'eux (2). Toute la bourgeoisie sait parfaitement que ce grand enseignement a été discuté et amplifié à travers toute la classe ouvrière pendant et après la grève de la SNCF, notamment parmi les cheminots, les ouvriers de l'EDF et des PTT. Et toute la bourgeoisie est parfaitement consciente du danger que cela représente. L'attaque contre la classe ouvrière doit aller en s'accroissant et il s'agit surtout d'escamoter, de cacher les leçons de la SNCF avant que d'autres fractions de la classe n'entrent en lutte et en tirent les conséquences pratiques.

## RAMENER LES OUVRIERS DANS LE PIEGE DES SYNDICATS

C'est pourquoi apparaît, à travers toutes leurs sordides magouilles sur les élections présidentielles, un fil directeur dans les préoccupations des partis bourgeois : le besoin urgent et impérieux de répartir leurs cartes sur le terrain social, de rafistoler tant bien que mal le voile déchiré par les cheminots, de faire croire que la lutte des ouvriers pour leur survie passe, non pas par l'affrontement entre la classe ouvrière et tout l'Etat bourgeois, mais par l'affrontement entre partis de gauche et de droite et par la mascarade de la "lutte" syndicale : les négociations, le fameux "dialogue social"

Chacun a son rôle dans ce grand jeu. La droite au pouvoir doit se montrer ferme et déterminée. La gauche dans l'opposition, doit se montrer "combative", "radicale". Les syndicats doivent se montrer à la tête du mouvement social, montrer que c'est eux les "inspirateurs" de la lutte de classe.

C'est que depuis "l'accident" de mai 81 (3) et la désillusion et méfiance tout à fait justifiées des ouvriers vis-à-vis de la gauche et des syndicats qui en a résulté (et qui allaient se voir confirmées concrètement dans le magnifique combat des cheminots en décembre), l'ensemble de la bourgeoisie est en alerte, et surtout pour ces fossoyeurs de la lutte de classe que sont les syndicats. C'est cette MEME PREOCCUPATION qu'ils partagent tous, droite, gauche, syndicats, avec des langages apparemment tout à fait opposés. Ainsi, alors que Chirac déclare que *"l'affaiblissement de la politique contractuelle est à terme une menace pour l'équilibre social du pays"*, Bergeron répond : *"Chirac se demande comment mieux*

*prendre en compte les aspirations individuelles de ce que l'on appelle la base.(...) La meilleure façon de faire est de discuter avec les syndicats (...). Finalement, quels que soient les événements, c'est avec les syndicats que l'on trouve toujours les solutions."*

TOUTES les fractions de la bourgeoisie travaillent à cette contre-offensive visant la classe ouvrière très méfiante -sinon souvent franchement hostile- vis à vis des syndicats. Séguin, le ministre des Affaires sociales, de droite, révèle, lorsqu'on l'interroge à propos des leçons de la grève SNCF : *"Lorsque les syndicats ont pu reprendre la situation en main , les choses ont pu évoluer raisonnablement. Jusque là, tout semblait partir à vau-l'eau, de façon incontrôlée et apparemment incontrôlable (...). Nous avons besoin (et ce n'est pas un vœu pieux ni un choix idéologique) de syndicats forts et responsables (...), mon action n'a jamais consisté à affaiblir les syndicats. AU CONTRAIRE."* (souligné par nous). (4)

En effet! Et la CGT qui au début s'oppose ouvertement à la grève (5) a le culot de déclarer par la voix de Krasucki, quand elle se voit balayée par le mouvement des cheminots :

*"Ce mouvement de luttes sociales va s'agrandir et s'élargir, et c'est la CGT qui en est la force motrice."*

En vérité, nous entendons s'exprimer là exactement le même souci : RAMENER LES TRAVAILLEURS DANS LE GIRON DES SYNDICATS, leur signifier qu'ils ne peuvent rien faire sans eux, alors que ceux-ci se dégagent de l'emprise syndicale. C'est dans ce but que seront organisées, avec grand fracas, les négociations entre De Charette et les organisations syndicales dans la Fonction publique. Et peu importe si les syndicats quittent ces négociations bidons en claquant la porte. La seule chose qui compte, c'est le spectacle des syndicats qui *"défendent leurs membres"*.

## ... ET DES PARTIS DE GAUCHE

De son côté, le Parti Socialiste continue de saisir toutes les occasions pour redorer son blason, non seulement au niveau parlementaire, mais de plus en plus, "sur le terrain", au niveau de la rue (6). Déjà le 23 novembre 1986, les banderoles du PS se déployaient lors de la manifestation de l'Education nationale à Paris. Début décembre, le PS, par l'entremise de son officine syndicale l'UNEF-ID, était dans le mouvement des étudiants afin de profiter "dans l'opposition" d'une contestation sans danger.

(SUITE PAGE 6)

"région coupée du monde" n'est que la pseudo-solidarité "radicale" des syndicats face aux licenciements comme la situation l'a déjà amplement montré depuis près de 10 ans.

Pour autant, les syndicats savent que rien n'est fondamentalement joué. Cette contre-offensive qu'ils mènent ne peut avoir qu'un temps, ne fait que retarder les explosions de grande ampleur, dans de nombreux secteurs.

Pendant ces deux mois, même si la combativité n'a pas permis à la classe ouvrière de contrecarrer cette offensive syndicale, la méfiance n'a fait que s'accroître à leur égard, et pas seulement dans l'Education Nationale :

-Juste après la reprise à la SNCF, et le sabotage organisé du mouvement à l'EDF, poussant au maximum vers le jusqu'au-boutisme et l'impopularité des luttes, les syndicats, CGT en tête, appelaient à des grèves de 24 heures les services de l'équipement et du déneigement, comme dans le Rhône, le jour où la neige était tombée en abondance et paralysait la région.

Cette proposition d'action ne reculant qu'une méfiance accrue de la part des ouvriers, la CGT se voyait contrainte le jour même d'annuler ce mot d'ordre de grève.

-Par contre, c'est soi-disant un "problème météorologique" qui contraignait la CGT à repousser la manifestations nationale de la Sécurité sociale du mois de janvier au...22 mars. Il y avait fort à parier que beaucoup d'employés n'auraient pas suivi la CGT à la première date prévue de par une réelle méfiance qui s'était exprimée dans les rangs ouvriers pour lutter derrière la CGT.

D'autres luttes ont vu le jour ces dernières semaines : toutes ont révélé cette pression ouvrière, toutes se sont confrontées au barrage syndical.

## UNE SEULE ALTERNATIVE : PRENDRE LA LUTTE EN MAIN

Dans les semaines à venir, cette combativité ne pourra que s'accroître car rien n'est réglé et l'attaque capitaliste se renforce.

Mais il doit être clair aujourd'hui, sur la base des dernières expériences, que la COMBATIVITE NE SUFFIT PAS !

Fondamentalement, les MOYENS ET L'ORGANISATION DU COMBAT pour son expression la plus large, la plus unie et dynamique sont des QUESTIONS CRUCIALES que la classe ouvrière doit prendre en main, dès le départ, sous peine de voir son action happée et dévoyée par les briseurs de grève permanents que sont les syndicats. C'est à ce prix que la contre-offensive syndicale sur le terrain sera contrée et que la lutte pourra porter ses fruits. Il n'y a pas d'autre alternative pour vaincre et faire reculer l'attaque. Stopio.

# COMITES DE LUTTE PREPARER LES LUTTES A VENIR

● Malgré l'attention, les espoirs, la sympathie et l'enthousiasme que les ouvriers ont éprouvé à l'égard de la grève des cheminots, un relatif sentiment d'amertume, de rage et d'impuissance s'est développé à la fin de la lutte. De rage et d'impuissance quand les cheminots sont rentrés battus. De rage et d'impuissance de n'avoir pas su se mettre en grève quand il le fallait, dès le début : "nous avons raté une occasion, il fallait y aller avec eux ; tous ensemble !"

En grande partie, ce sentiment a été le produit de la contre-offensive que la bourgeoisie a su développer dès janvier contre les luttes (cf. article p.2) Une fois le danger d'extension aux autres secteurs écarté, une fois les cheminots enfermés dans l'impasse corporatiste, dans les "blocages de trains", toutes les forces bourgeoises se sont mises à l'oeuvre. Pour essayer de transformer l'échec de la grève des cheminots en une déroute pour toute la classe ouvrière. D'un côté, le gouvernement durcit le ton contre les grévistes et... la CGT pourtant rejetée par tous les grévistes ; de l'autre, les syndicats appellent à la grève "dure et illimitée" dans les autres secteurs alors qu'ils étaient contre la grève SNCF à son début.

C'est un véritable piège pour les ouvriers. Une fausse alternative : ou suivre la CGT et les autres syndicats dans des grèves isolées et sans perspective, dans la défaite ; ou bien ne rien faire du tout au risque de paraître cautionner le gouvernement et sa politique de fermeté et d'austérité.

## FACE AUX MANOEUVRES SYNDICALES: NE PAS RESTER PASSIF

Les deux mâchoires de ce piège n'ont pu se refermer complètement sur les ouvriers. Certes, les cheminots ont subi une défaite. Et avec eux, toute la classe ouvrière. Néanmoins, le refus presque général en particulier dans la Fonction publique, de suivre la CGT n'a pas permis à cette dernière de transformer l'échec en déroute. Ni ceux de l'EDF, ni ceux de la RATP, et encore moins ceux des PTT, pour ne parler que des secteurs les plus combattifs, ne se retrouvent aujourd'hui épuisés, démoralisés, ni même réellement déboussolés par une grève longue, épuisante, isolée, tel que le voulaient les syndicats.

En effet, les deux mâchoires du piège ne se sont pas complètement refermées car les ouvriers n'ont pas suivi les syndicats, ni ne sont restés sans rien faire. Dans les assemblées, où la participation était forte, dans les ateliers, centres de tri, agences EDF, dépôts de bus et de métro, etc., les discussions étaient nombreuses : "maintenant, c'est trop tard, il aurait fallu y aller au début, comme les cheminots, ce n'est plus le moment. Surtout pas avec la CGT ! alors qu'est-ce qu'on fait ? rien ? Il ne faut pas rester passif ; il ne faut pas laisser la CGT et les autres faire leurs magouilles habituelles !"

## SE REGROUPER !

Plusieurs réponses ont essayé de se développer. L'une d'entre elles fut, dans l'élan de la mobilisation et des discussions, l'émergence de quelques regroupements ouvriers en comités de lutte. C'est par exemple la création d'un comité de lutte entre ouvriers de différentes agences EDF de la banlieue-sud de Paris dont nous publions le tract ci-joint. D'autres encore se sont constitués, ou ont essayé de se constituer, aux postes, dans les centres de tri parisiens et parmi les chauffeurs. Ces regroupements, refusant de laisser le terrain libre et le monopole de l'expression aux syndicats, visaient à :  
- établir des contacts entre les différents lieux de travail ;  
- tirer le bilan de la grève des cheminots ;  
- préparer les luttes à venir.

Pour notre part, nous, révolutionnaires, malgré la reprise du travail à la SNCF, à la RATP et à l'EDF, nous avons poussé à la formation de tels comités. Nos militants travaillant aux Postes participèrent à la formation d'un comité de lutte "postiers en colere" et à la distribution de son tract : "... nous avons décidé de former un comité de lutte. Il ne s'agit pas d'un nouveau syndicat mais au contraire que ce soit la base qui décide. Nous ne voulons plus laisser le monopole de l'information aux syndicats, ni non plus le choix du moment pour appeler à la lutte. Il y en a assez des magouilles et des mensonges ! il faut préparer la lutte :  
- en établissant des contacts et l'information entre les différents centres ;  
- en préparant l'unification la plus large possible de la base, syndiqués - non-syndiqués ;  
- en proposant les revendications les plus unitaires pour tous les travailleurs : 700 F pour tous ; contre les suppressions d'emploi et le chômage. Le chômage qui, quoiqu'on en dise nous touche à nous aussi postiers au moins indirectement par les suppressions de postes et le blocage des mutations."

Le tract se terminait par un appel à rejoindre le comité à tous ceux qui étaient d'accord avec les leçons de la grève des cheminots :  
- ce sont les Assemblées Générales qui prennent les décisions, nomment leurs comités de grève et leurs délégués révocables ;  
- ce sont les A.G. qui définissent les revendications et qui, par leur coordination, négocient s'il le faut ;  
- ce sont les A.G. qui se chargent de l'extension aux autres secteurs.

Les deux comités, celui de l'EDF et celui des Postes, ont pris contact et tenu deux réunions afin d'essayer de constituer un comité de lutte inter-catégoriel. Participèrent à ces réunions, une quinzaine de travailleurs. Malheureusement, la mobilisation pour une telle activité retomba très vite. A la dernière réunion, les présents ont décidé d'arrêter pour le moment le comité PTT vu le peu d'écho immédiat qu'il a eu ; de vérifier l'état réel de la mobilisation parmi les camarades de l'EDF et de garder les contacts pour pouvoir se toucher en cas de lutte. Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Nous profitons de l'occasion pour appeler tous les lecteurs connaissant de telles expériences à nous le faire savoir.

## DES COMITES POUR PREPARER LES LUTTES

Aussi limitées soient ces expériences, les surissements de comités de lutte vont se reproduire dans un avenir proche.

Car ils répondent aujourd'hui à la nécessité de plus en plus ressentie et partagée chez les ouvriers de se regrouper et de s'organiser pour préparer les luttes et ne pas laisser le terrain libre aux syndicats. Ne pas leur laisser le monopole de l'information. Opposer à leurs manoeuvres de sabotage et d'isolement, la nécessité pour les A.G. d'organiser l'extension et l'unification des luttes ouvrières.

Car ils répondent aujourd'hui à une possibilité : la grève des cheminots a certainement réveillé, ou révélé, nombre de consciences ouvrières assoupies ; réveil qui commence et ne manquera pas de s'exprimer en particulier dans la préparation et le déroulement des prochains combats.

## TRACT D'UN COMITE DE LUTTE

### A tous les électriciens et gaziers A tous les travailleurs et chômeurs

● Nous sommes un groupe de travailleurs des agences mixtes de la banlieue Sud de Paris. Nous avons décidé de nous coordonner et de nous regrouper en COMITE DE LUTTE pour défendre nous-mêmes nos intérêts.

Nous avons applaudi à la lutte des cheminots en décembre 86, et à leur capacité d'étendre la lutte nationalement malgré l'avis de tous les syndicats qui étaient contre. Au début de cette grève, comme lors de la grève EDF à Paris fin 86, ce sont des non-syndiqués qui ont été à l'origine de la grève.

Le contrôle des cheminots sur leur lutte nous a éclairé :

- fonctionnement sur la base des Assemblées générales,
- élection de comités de grève révocables ;
- élection de délégués pour la coordination des différents dépôts.

## MAIS LES CHEMINOTS SONT RESTES ISOLES DANS LE CORPORATISME

Comme les travailleurs des autres secteurs, nous, électriciens et gaziers, nous n'avons pas su nous mettre en grève au même moment que les cheminots ni établir des contacts directs avec eux. Les cheminots n'ont pas compris non plus la nécessité, urgente dès le début, de venir nous trouver en délégations massives.

Quand l'isolement dans la corporation SNCF a été patent, en janvier, les syndicats -CGT en tête- ont bien parlé d'extension. Mais c'était une extension bidon : nous en avons fait l'expérience à Montrouge, à Massy, à Sceaux, à Bourg la Reine, etc. Nous avions toutes les raisons de nous mettre en grève comme les cheminots car nous subissons comme eux les attaques du gouvernement et nous voyons de plus en plus notre pouvoir d'achat diminuer mais la charge de travail augmenter. Qu'est-ce que les syndicats ont fait ?

Ils nous ont cantonné à la "garde" de nos agences. Ils nous ont déconseillé de contacter nos camarades en grève de la RATP et de la SNCF ou d'autres secteurs.

Ils ont manoeuvré pour que nous n'allions pas chercher la solidarité à l'extérieur ni sérieusement informer la population

Ils ont organisé des coupures de courant n'importe comment, sans nous consulter, ce qui a eu pour conséquence grossière de monter contre nous les ouvriers du privé, et de ridiculiser des coupures de courant nécessaires pour faire savoir qu'on est en grève (mais qui peuvent être moins brutales et pas aux heures où les autres ouvriers partent travailler)...

Leurs permanents ont menti comme d'habitude d'une agence à l'autre, avec une parodie de consultation, cachant bien d'où ils tenaient leurs ordres pour nous pousser à faire grève... justement au moment où la grève des cheminots était en train d'échouer!

Ces professionnels des grèves sur commande nous ont fait lanterner, garder le centre de Bagneux pour la frime contre des attaques fictives des commerçants d'extrême-droite, tout cela pour nous distraire de toute réelle EXTENSION assurée et contrôlée par nous-mêmes aux autres secteurs.

Quand nous leur avons demandé des comptes en AG, ils ont affirmé de façon arrogante avoir gagné... 200 cartes CGT! Nous n'avons pas fait grève pour des promesses! C'est se moquer du monde, quand en plus on

Ces comités de lutte ne sont pas de nouveaux syndicats, même si ce danger peut les guetter. Mais dans ce cas, c'est leur mort. Ils ne sont pas et ne peuvent pas être l'embryon des futures A.G., ni des comités de grève élus par ces assemblées. En l'absence de lutte et avec le recul de la mobilisation, il leur est difficile de subsister en tant que tels.

Par contre, ces comités de lutte vont jouer un rôle très important :

- pour prendre contact et tisser des liens entre les différents secteurs et corporations, pendant et même avant les luttes ;
- tirer les leçons des luttes précédentes, être des lieux de discussion ;
- être des lieux de regroupement ouverts aux ouvriers de tout secteur, y compris les ouvriers au chômage ;
- face aux syndicats, être des outils pour propager les enseignements des grèves telle celle des cheminots, pour défendre la nécessité pour toute lutte de ne pas rester isolée prisonnière du corporatisme, et de s'étendre ;
- s'organiser pour cela et se préparer à intervenir par tract, par prise de parole dans les grèves, dans les assemblées, non seulement dans leur propre secteur, mais aussi dans les autres.

C'est le sens de notre intervention dans les quelques comités surgis durant et après la grève des cheminots. C'est dans ce sens que nous interviendrons dans les comités qui ne manqueront pas de réapparaître lors des mobilisations futures. Et cela, nous en sommes sûrs, rapidement.

Le 21/2/87.  
R.L.

sait qu'il y a eu pas mal de cartes rendues ou même déchirées!

## IL FAUT FAIRE CIRCULER LES INFORMATIONS SUR CE QUI S'EST PASSE :

De même qu'à la SNCF les syndicats nous avaient poussés à des journées d'action bidon, en 86, de même, c'est à une semaine d'inaction qu'ils ont essayé de nous entraîner. Mais dans plusieurs agences beaucoup d'entre nous n'avons pas marché ni "obéi" aux chefs et sous-chefs syndicaux, d'autres ont cessé au bout de quelques jours, en pleurant de rage, cette nouvelle grève presse-bouton pour redorer le blason terni des syndicats.

A Montrouge, la grève s'est pourtant terminée en comité avec la volonté de ne pas se laisser démoraliser, et plusieurs d'entre nous avons déchiré nos cartes syndicales ou allons le faire.

A Vanves, les gars ont refusé majoritairement de se laisser manoeuvrer, non par passivité, mais parce qu'on ne veut pas faire grève n'importe comment et n'importe quand aux ordres de gens qui veulent décider à notre place ; la CGT a, là, violé la décision de l'AG en appelant en douce ses adhérents à faire... deux heures de grève ! Voilà la division à l'oeuvre!

## NE NOUS LAISSONS PAS PARQUER COMME DANS DES ETABLES

Beaucoup d'entre nous avons perdu pour rien plusieurs jours de grève et avons le goût amer de la défaite. Mais nous ne sommes pas découragés de lutter, malgré toutes les magouilles syndicales.

Nous vous appelons, syndiqués et non syndiqués, à nous rejoindre pour préparer la lutte à venir. Voici la vérité : le gouvernement et les syndicats, chacun à leur place, nous attaquent et veulent nous empêcher de réaliser NOTRE UNITE, garantie de notre force.

Plus nous resterons mobilisés et groupés, plus nous garderons en mémoire les leçons de la SNCF et la fausse extension des syndicats en ce début janvier 87. Il y en a marre des magouilles syndicales, ensemble PREPARONS LA LUTTE.

Pour les prochaines luttes, établissons des contacts, directement à l'EDF et avec les autres secteurs :

- FAISONS CIRCULER ET VERIFIONS NOUS-MEMES LES INFORMATIONS SUR NOS LUTTES ENTRE LES DIFFERENTES AGENCES, LES DIFFERENTS CENTRES ET LES AUTRES SECTEURS ;

- PREPARONS L'UNITE LA PLUS GRANDE POSSIBLE DES SYNDIQUES ET DES NON-SYNDIQUES sans se faire d'illusion sur les intersyndicales :

- IMPOSONS LE FONCTIONNEMENT EN ASSEMBLEES GENERALES, L'ELECTION DE COMITES DE GREVE ET L'ELECTION DE DELEGUES REVOCABLES AUX COORDINATIONS ;

- ASSURONS NOUS-MEMES L'EXTENSION AUX AUTRES SECTEURS ;

- ASSEMBLEES GENERALES ET COMITES OUVERTS A TOUS LES OUVRIERS ET CHOMEURS QUI VEULENT LUTTER AVEC NOUS.

POUR UNE FOIS, FAISONS QUELQUE CHOSE DE CONCRET, RASSEMBLONS- NOUS ! UNISSONS-NOUS !

Le 20 janvier 1987,  
Comité de lutte

# UN PAS EN AVANT POUR LA LUTTE DU PROLETARIAT MONDIAL

● Depuis maintenant près d'un an, c'est à une accélération des attaques massives que tous les ouvriers des pays occidentaux sont chaque jour confrontés. Des attaques qui n'épargnent plus aucun pays, aucun secteur, aucun aspect des conditions de vie ouvrières. Des attaques contre les salaires, les conditions de travail, l'emploi, la couverture sociale. Partout, face à cette offensive du capital qui s'intensifie au fil des mois au rythme de l'accélération de la crise, la classe ouvrière a montré, à travers les différents mouvements de grande ampleur qui se sont succédés dans les pays d'Europe occidentale depuis la riposte massive des ouvriers de Belgique au printemps 86, que l'unification de ces luttes, leur prise en main par les ouvriers eux-mêmes sont devenues des nécessités vitales dans tous les combats de classe.

## PARTOUT LES OUVRIERS DOIVENT UNIFIER LEURS LUTTES

C'est dans le contexte de cette tendance vers l'unification des luttes, particulièrement illustrée par la riposte massive des ouvriers en Belgique, qu'a surgi, en décembre 86, le formidable mouvement des cheminots en France. Un mouvement qui, malgré son ampleur, malgré l'énorme combativité qui s'y est exprimée, malgré la détermination des ouvriers à prendre en charge et à garder le contrôle de la lutte en dehors des syndicats, a néanmoins été battu du fait de son isolement, de son enfermement dans le seul secteur de la SNCF. Cette première bataille perdue de la classe ouvrière en France vient ainsi confirmer les principaux enseignements de la riposte des ouvriers en Belgique : seule une lutte massive s'unifiant au-delà des différents secteurs de la classe ouvrière peut constituer un rapport de forces capable de faire reculer la bourgeoisie ; toute lutte qui ne s'élargit pas, qui reste repliée sur elle-même, ne peut que mener à la défaite. Rappelons-nous qu'en Belgique, c'est parce que la classe ouvrière avait compris la nécessité de briser les barrières régionales et sectorielles, la nécessité de développer la solidarité active, pour étendre la lutte à travers l'envoi de délégations aux autres secteurs afin d'opposer un front massif au plan d'austérité du gouvernement Martens, que ce dernier a été contraint de reculer, ne serait-ce que momentanément.

En France comme en Belgique, comme dans tous les autres pays, les conditions rendant possible l'unification des luttes sont aujourd'hui posées tant par la situation générale d'intensification des attaques bourgeoises contre toute la classe ouvrière que par l'accumulation d'un mécontentement de plus en plus profond qui gagne tous les secteurs simultanément. Ainsi, lors de la grève de la SNCF en France, des manifestations de colère se développaient au même moment dans les ports, les arsenaux, les docks, les transports parisiens, tandis que dans tout le secteur public, malgré leur hésitation en cette période des fêtes de fin d'année, beaucoup d'ouvriers étaient prêts à entrer en lutte (notamment dans les postes et à l'EDF).

## EXTENSION ET AUTO-ORGANISATION DES LUTTES : DEUX NECESSITES VITALES POUR LE COMBAT OUVRIER

Cependant, malgré l'isolement qui l'a conduit à la défaite, la grève des cheminots en France a fait faire au prolétariat mondial -et notamment celui d'Europe occidentale- un pas supplémentaire en avant. Elle a montré la capacité de la classe ouvrière à prendre confiance en elle-même, à ne compter que sur ses propres forces pour développer une riposte d'ampleur à l'échelle de tout le pays. Le démarrage spontané du mouvement, son extension rapide à l'ensemble du réseau ferroviaire hors de toute consigne syndicale, l'organisation d'Assemblées générales quotidiennes où toutes les actions à mener étaient discutées, décidées collectivement, l'élection de comités de grèves responsables devant les A.G., la mise en place de coordinations nationales constituées de délégués de tous les dépôts en grève, tels furent les moyens par lesquels les cheminots en France ont manifesté leur détermination à prendre en charge leur lutte, à la diriger, à tenter d'en garder le contrôle permanent en dehors des syndicats. Ainsi, malgré toutes ses faiblesses, malgré son incapacité à briser le carcan du corporatisme pour élargir le mouvement aux autres secteurs, la riposte des ouvriers de la SNCF, par son caractère massif, et son degré d'auto-organisation a non seulement modifié le paysage politique et social en France, mais elle a surtout révélé aux yeux de toute la classe ouvrière quelle doit être l'arme de ses combats futurs vers l'unification de ses luttes : celle de leur prise en main par les ouvriers eux-mêmes. C'est en ce sens que, de même que celui des ouvriers en Belgique en avril-mai 86, ce gigantesque mouvement des cheminots en France -le plus important depuis 1968- est riche d'enseignements pour les combats de classe qui vont se développer dans les mois à venir dans tous les pays industrialisés.

Si, en Belgique, la classe ouvrière avait compris la nécessité d'élargir la lutte à tous les secteurs, ce premier pas vers l'unification des luttes s'était néanmoins heurté à un obstacle majeur : celui d'une difficulté à prendre en charge le mouvement, à tenir des A.G. régulières, à élire des comités de grève interprofessionnels au sein de celles-ci, à coor-

donner les différents foyers de lutte afin de prendre les rênes du mouvement.

En France, par contre, si la classe ouvrière a pu surmonter en grande partie les difficultés auxquelles s'étaient confrontés les ouvriers en Belgique, elle n'a pas été en mesure d'utiliser cette arme pour élargir et renforcer son combat en envoyant des délégations massives et en ouvrant ses A.G. aux ouvriers des autres secteurs.

En France comme en Belgique, c'est dans ces failles qu'ont pu s'engouffrer toutes les manœuvres syndicales de sabotage qui ont conditionné le reflux du mouvement puis sa défaite.

Ainsi, à la lumière des enseignements complémentaires qu'ils ont mis en évidence, ces deux mouvements -celui des ouvriers de Belgique et celui des cheminots en France- sont d'une importance capitale pour toute la classe ouvrière. Alors qu'en Belgique les ouvriers avaient indiqué à leurs frères de classe des autres pays dans quelle voie ils devaient s'engager : celle de l'unification des luttes, la grève des cheminots en France vient aujourd'hui montrer quelle doit être l'arme de ce combat pour l'unification des luttes : celle de la prise en main par les ouvriers eux-mêmes de leur propre mouvement.

Et le fait que, dans un cas comme dans l'autre, le mouvement ait été battu, montre que ces deux dimensions fondamentales du combat ouvrier : l'extension et l'auto-organisation de la lutte, ne peuvent être dissociées. En Belgique, si le gouvernement Martens a pu revenir à la charge, c'est essentiellement parce que les ouvriers ont laissé le contrôle de la lutte aux mains des syndicats. En France, c'est à cause du repli sur soi de la grève des cheminots que les syndicats ont pu reprendre la direction du mouvement pour le mener à la défaite (la CGT pouvait ainsi se payer le luxe d'appeler à l'extension alors qu'avec le reflux de la lutte, tout risque d'élargissement aux autres secteurs avait été écarté).

Ainsi, la grève de la SNCF en France, de même que celle des ouvriers en Belgique, montre dans quel sens vont devoir se développer les combats de classe dans tous les pays : celui de l'unification consciente et organisée des luttes par la classe ouvrière elle-même. La prise en charge de l'extension et de l'organisation de la lutte, voilà le seul moyen de faire reculer la bourgeoisie.

## SE MEFIER DE LA GAUCHE ET DES SYNDICATS POUR PRENDRE LES LUTTES EN MAIN

Le développement de cette tendance de la classe ouvrière à prendre ses luttes en main tel que vient de l'illustrer magistralement la grève de la SNCF, si elle correspond aux besoins fondamentaux du combat ouvrier, se concrétise aujourd'hui par la méfiance croissante des ouvriers d'Europe occidentale envers la gauche et les syndicats. Elle est le produit d'une usure de toutes les forces d'encadrement capitalistes résultant de l'accumulation des expériences faites par la classe ouvrière de toutes les manœuvres de sabotage des luttes qui se sont multipliées dans tous les pays dits "démocratiques" depuis la fin des années 60. Le fait que ce soit la classe ouvrière en France qui se trouve aujourd'hui à l'avant-garde de cette tendance générale vers la prise en main des luttes résulte d'une situation particulière qui, depuis 5 ans, a conditionné le rapport de forces entre les classes dans ce pays. En effet, alors que, depuis la fin des années 70, la bourgeoisie des principaux pays avancés du bloc occidental avait compris la nécessité de mettre ses fractions de gauche dans l'opposition (afin de pouvoir encadrer le développement des luttes ouvrières face à l'accentuation inexorable des attaques économiques), la bourgeoisie française, à la suite d'une fausse manœuvre, n'avait pas été en mesure de se mettre au diapason d'une telle stratégie anti-ouvrière. La venue accidentelle au gouvernement en mai 81, de toute la gauche qui, par la force des choses -et avec le soutien de tous les syndicats- a été contrainte d'assumer la même politique d'austérité que n'importe quel gouvernement de droite devait nécessairement ouvrir une brèche dans le dispositif anti-ouvrier de la bourgeoisie française. Cette brèche, malgré la radicalisation et le retour précipité du PCF dans l'opposition à l'automne 84, n'a pu être refermée. C'est dans ce contexte d'usure accélérée -et plus profonde que dans les autres pays- de toutes les fractions de gauche en France -dont le passage au gouvernement a dévoilé clairement le rôle anti-ouvrier- que s'inscrivent la riposte massive des ouvriers de la SNCF, leur volonté de se battre en dehors des syndicats et, partant, à prendre eux-mêmes en charge leur propre lutte.

En ce sens, cette capacité de la classe ouvrière en France à s'auto-organiser est en grande partie le produit du discrédit grandissant de la gauche et des syndicats dans les rangs ouvriers. Et si, dans un premier temps, l'accroissement de cette méfiance des ouvriers envers les forces d'encadrement capitalistes s'est d'abord traduite, ces deux dernières années, par une relative passivité (passivité qui pouvait laisser penser que, contrairement à celle des autres pays, la classe ouvrière en France avait fait cause commune avec le capital), cette situation, momentanée, était essentiellement due au fait que la bourgeoisie française a été capable -grâce au renvoi du PCF et de la CGT dans l'opposition- d'exploiter à son avantage une telle méfiance. Ainsi, alors que ces derniers, pendant trois années consécutives,

avaient assumé la responsabilité de tous les plans d'austérité du gouvernement PC-PS, il était hors de question pour la classe ouvrière en France d'adhérer à leurs parodies de lutte. Voilà pourquoi le PCF et la CGT ont tenté, dès leur retour dans l'opposition, de redorer leur blason afin de se placer à la tête de tout le mécontentement social, en multipliant à tour de bras, dès la fin 84, les journées d'action bidons dans tous les secteurs, afin d'immobiliser la classe ouvrière, de l'empêcher de transformer cette méfiance envers la gauche et les syndicats en une prise de confiance en elle-même.

Aujourd'hui, la formidable lutte des cheminots vient confirmer que cette période de relative passivité des ouvriers en France était grosse de potentialités. Elle montre qu'avec l'accélération brutale des attaques massives contre l'ensemble de la classe ouvrière, les expériences accumulées du rôle anti-ouvrier des fractions de gauche du capital, le mécontentement croissant qui en résulte, la méfiance envers la gauche et les syndicats vont tendre de plus en plus à s'accompagner d'une prise de confiance grandissante de la classe ouvrière dans ses propres forces. C'est en ce sens que cette première tentative d'auto-organisation des ouvriers en France préfigure ce qui va se passer dans les combats de classe au sein des autres pays d'Europe occidentale.

La bourgeoisie est parfaitement consciente du fait que cette expérience de la classe ouvrière en France constitue un point de repère pour tous les combats futurs. C'est la raison pour laquelle on assiste aujourd'hui à une contre-offensive de l'ensemble des forces du capital -partis de gauche et syndicats en tête- destinée à dénaturer un des enseignements majeurs de la grève des cheminots. Ainsi, dans tous les conflits sociaux (tel le mouvement des instituteurs en France) on voit surgir des "coordinations" mises en place à l'initiative de la gauche et des syndicats -avec le concours actif de leur base radicale. Cette tentative de la bourgeoisie de reprendre à son propre compte le besoin d'auto-organisation de la classe ouvrière ne vise qu'un seul objectif : prendre les devants, dès aujourd'hui, des mouvements à venir, pour les dévoyer, les mener vers des impasses.

Cependant, malgré toutes ces manœuvres de la bourgeoisie, la lutte des cheminots en France reste aujourd'hui non seulement un point de référence mais encore un sujet de réflexion pour toute la classe ouvrière, réflexion qui tend à se concrétiser aussi bien à travers les multiples discussions dans différents secteurs qu'à travers le surgissement de comités de lutte (cf. article p. 3) tels ceux de l'EDF et des PTT. Cette volonté de comprendre les raisons de la défaite montre que, loin de se laisser aller à la démoralisation, la classe ouvrière est en train de se préparer à poursuivre le combat engagé par les cheminots afin de le pousser plus loin.

Si, avec l'échec de la grève des cheminots, la classe ouvrière vient de perdre une bataille, elle n'a pas perdu la guerre de classe.

Avril.

Courant Communiste International

## ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



4 Ff  
BROCHURE N°3 AOÛT 79 35 Fb

QUELQUES LIBRAIRIES où on peut trouver la presse du CCI :

-Dunkerque : "Maison de la Presse", 34, rue Poincaré  
-Paris : "Parallèles" 47 rue St Honoré, 8ème  
"L'Herbe Rouge", 1bis rue d'Alésia 13ème  
-Montrouge : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux  
-Rouen : "L'armitière" 5, rue Basnage  
-Lyon : "La Gryphe" 5 rue Sébastien Gryphe.  
-Bordeaux : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine.  
-Nantes : "Le Bateau Livre", rue Jean Jaurès.

# UNE MEME ATTAQUE, UNE MEME RIPOSTE

Depuis la fin 86, la récession dans laquelle est en train de plonger l'économie mondiale exacerbe chaque jour les rivalités commerciales entre les principales puissances industrielles. L'offensive économique des USA qui, depuis plusieurs mois, ne cesse de s'intensifier contre ses partenaires européens et japonais (mesures protectionnistes drastiques contre les exportations européennes et japonaises sur le marché US; chute vertigineuse du dollar conjuguée avec les réévaluations du mark et du yen) ne peut que précipiter toujours plus l'ensemble des pays d'Europe occidentale -de même que le Japon- dans le gouffre de la récession (cf. RI n° 154).

Face à cette guerre économique sans merci à laquelle se livrent tous les requins capitalistes, les

différents Etats européens ne peuvent adopter qu'une seule et même politique pour tenter de faire face à la pression des USA : diminuer les coûts de production de leurs marchandises afin de les rendre plus compétitives sur un marché mondial de plus en plus restreint. En d'autres termes, cela signifie que c'est la classe ouvrière qui, dans tous les pays, doit et devra encore faire les frais de la crise capitaliste. Avec l'intensification de la guerre commerciale entre les USA et ses principaux concurrents occidentaux, partout la bourgeoisie va devoir accentuer de façon accélérée sa politique d'attaques frontales et massives contre l'ensemble de la classe ouvrière. Partout -y compris dans les principales puissances industrielles (USA, RFA, Japon...)-l'aus-

térité, le chômage, la misère vont frapper encore plus durement les conditions de vie ouvrière. Face à une telle perspective d'accentuation des attaques contre tous les secteurs, les ouvriers n'ont aujourd'hui pas d'autre choix que celui de hisser leur combat à la mesure des attaques qu'ils subissent déjà et vont continuer de subir dans tous les pays.

Ils n'ont pas d'autre choix que celui de développer une riposte massive et unie en ne comptant que sur leurs propres forces pour faire reculer la bourgeoisie. C'est sur cette voie que le prolétariat mondial continue aujourd'hui à s'engager, tel que le confirment encore les luttes massives qui viennent de secouer l'Europe occidentale.

## Grande-Bretagne

### RIPOSTE MASSIVE DES OUVRIERS DE BRITISH TELECOM

● En Grande-Bretagne, comme en France, la classe ouvrière vient aujourd'hui de faire elle aussi un pas en avant avec la riposte massive qui a éclaté à la mi-janvier dans le secteur du téléphone et des télécommunications et qui, très rapidement et sans attendre les consignes syndicales, s'est étendue à tout le secteur des télécommunications à travers tout le pays.

Le surgissement d'un mouvement d'une telle ampleur en Grande-Bretagne signifie que, malgré toutes les manœuvres de la bourgeoisie qui, depuis l'échec de la grève des mineurs en 84-85 met toutes ses forces dans la bataille pour tenter de démoraliser les ouvriers, épuiser leur combativité dans l'impasse de grèves longues et isolées dans un seul secteur -le prolétariat en Grande-Bretagne est en train de se relever de la défaite des mineurs en 84-85 et des ouvriers de l'imprimerie en 86.

#### UNE COMBATIVITE MASSIVE CONTRE LES ATTAQUES ECONOMIQUES

Face à la rogne des techniciens et employés de British Telecoms contre le report de l'augmentation des salaires, la menace d'imposer un jour de travail supplémentaire, et diverses mesures visant à terme à une réduction du personnel de 25%, le syndicat (le NUJ, National Communication Union) appelle dès la fin 86 à une grève des heures supplémentaires. La direction décide alors de suspendre les ouvriers qui "ne travaillent pas normalement". Les 17-18 janvier 1987, plusieurs milliers de travailleurs partent en grève, sans consignes syndicales, en solidarité avec leurs collègues sanctionnés. Le 19, on compte 10 000 travailleurs en grève ou suspendus, en plusieurs endroits du pays. Beaucoup d'ouvriers débrayent spontanément, sans attendre d'ordres du syndicat.

Le syndicat met tout en œuvre pour garder le contrôle du mouvement : d'une part il lance une grève de 24 heures à Londres et dans quelques centres, et d'autre part, il appelle à une grève des 110 000 techniciens de la compagnie pour le 26 janvier. En fait, beaucoup de travailleurs n'ont pas repris le travail après la grève de 24 heures, et 90 000 personnes sont déjà en grève, quatre jours avant la grève prévue pour le 26, dont le syndicat, soudain radicalisé, brandit partout la menace.

Des piquets de grève des techniciens sont déjà formés dans beaucoup d'endroits dans tout le pays, et les employés administratifs manifestent leur solidarité en refusant de s'opposer aux piquets pour se rendre à leur travail. Le 27 janvier, 30 000 employés sont appelés à une grève de trois jours, alors que beaucoup d'entre eux se sont déjà joints aux techniciens. Fin janvier, environ 140 000 travailleurs sont en grève réclamant "10% d'augmentation pour tous, pas d'heures en plus".

Le 11 février, le syndicat parvient dans les assemblées, à faire voter la reprise du travail par 60 000 contre 30 000, sous prétexte qu'un accord sur les salaires a été trouvé. Mais dès le lendemain, voyant que les 10% demandés ne sont pas accordés (l'accord porte sur 13% sur deux ans) et surtout que le changement d'horaires impliquant la journée de travail supplémentaire est maintenu, 30 000 travailleurs repartent en grève immédiatement, contraignant le syndicat à suivre. Face à cette nouvelle flambée de combativité, la direction de British Telecom va

alors rapidement accepter de supprimer la mesure sur le temps de travail, et le travail reprend.

#### UN MOUVEMENT RAPIDE TENDANT A DEBORDER LES SYNDICATS. LEURS MANOEUVRES CONTRE L'EXTENSION

Ce mouvement qui s'est étendu rapidement à tout un secteur dans tout le pays et à Londres, au départ en solidarité contre des sanctions pour ensuite mobiliser tous les travailleurs contre les attaques de leurs conditions de travail, est un pas important pour la classe ouvrière en Grande-Bretagne, et partant, pour la lutte de classe internationalement.

Il a été marqué par de nombreuses initiatives des travailleurs hors des condignes syndicales, il a dépassé la division entre "techniciens" et "employés", il a déjoué la grossière manœuvre du syndicat pour faire reprendre le travail sans rien obtenir, déviant une fois de plus que les syndicats, loin de "défendre" les ouvriers ne font qu'essayer de les diviser, il s'est déroulé dans une industrie de pointe, démentant le mensonge des "bienfaits" de la

### Privatisation:Un alibi pour attaquer les ouvriers

● La propagande nous assène aujourd'hui à longueur de discours que la "privatisation" redonnerait de la compétitivité aux entreprises, que celles qui restent "publiques" perdent du dynamisme et des marchés, tout en nourrissant des travailleurs "privilegiés", que de "bonnes" entreprises "privées" bien gérées et bien compétitives permettraient la croissance, que cette croissance enrayerait le chômage, que les licenciements sont nécessaires pour "moderniser" l'appareil productif, etc. Tout cela n'est que mensonge. Et en Grande-Bretagne, où le gouvernement Thatcher est à l'avant-garde de cette politique de la bourgeoisie internationale, la classe ouvrière vient de donner un démenti cinglant à ce mensonge.

Secteur privé comme secteur public, industries "de pointe" comme vieux secteurs, partout la classe ouvrière subit une même attaque de ses conditions

d'existence. La crise du capitalisme n'est pas une question de gestion "publique" ou "privée" ; la gestion est toujours gestion du capitalisme et de sa crise. La crise du capitalisme n'est pas non plus une question de "modernisation" ; elle touche tous les secteurs, secteurs modernes comme secteurs anciens, et tous les pays, et les ouvriers n'ont pas d'autre choix que de lutter massivement et unis contre le capitalisme pour défendre leurs intérêts.

Les grèves, assemblées, piquets qui ont duré près d'un mois, de la mi-janvier à la mi-février à British Telecoms, fleuron de la "privatisation" à la britannique, jusqu'à englober près de 150 000 ouvriers, techniciens et employés, contre le blocage des augmentations de salaires et l'instauration d'une journée de travail supplémentaire tous les quinze jours, viennent de le démontrer.

"modernisation" et de la "privatisation". Après des luttes ouvrières dans plusieurs pays en 1986 surtout contre les mesures prises dans le "secteur public", cette grève a démontré pratiquement que la classe ouvrière a les mêmes attaques à affronter, les mêmes intérêts à défendre, les mêmes obstacles à surmonter. Elle a montré qu'une grève courte et massive, qui s'étend rapidement, sans attendre le syndicat, est capable d'imposer un acquis immédiat, même si ce n'est que temporairement. Dans ce sens, elle a donné une première réponse pratique aux obstacles auxquels se sont heurtés les ouvriers en Grande-Bretagne dans les défaites récentes qu'ils ont subi, notamment la grève des mineurs que les syndicats n'ont eu de cesse d'isoler et de faire durer pendant plus d'un an en 1984-85, et la grève des imprimeurs de Londres où ils ont fait de même en 86. Les travailleurs de British Telecom ont ainsi montré concrètement que ce n'est pas par de longues grèves isolées, aussi dures soient-elles, mais par la dynamique de l'extension et la tendance à prendre la lutte en mains par les ouvriers eux-mêmes, que la classe ouvrière trouve les moyens pour imposer un rapport de forces à la bourgeoisie.

La grève des ouvriers de British Telecom a pris le relai de celle des cheminots en France. Et si cette riposte massive de la classe ouvrière en Grande-Bretagne reste encore bien en deçà de celle de leurs frères de classe -notamment en France et en Belgique-, cela est dû en grande partie au fait que le prolétariat en Grande-Bretagne est confronté à une des bourgeoisie les plus expérimentées du bloc occidental.

Dépendant, dans la mesure où la classe ouvrière en Grande-Bretagne constitue un bataillon important du prolétariat des pays centraux du capitalisme, cette riposte massive des ouvriers de British Telecom, malgré ses limites, malgré son incapacité à s'élargir aux autres secteurs, est un jalon important dans le développement de la lutte de classe à l'échelle internationale. Par son énorme combativité, son caractère massif, sa tendance à l'extension et au débordement des syndicats, elle s'inscrit pleinement dans l'accélération présente des combats ouvriers vers l'unification des luttes dans tous les pays d'Europe occidentale.

19.2.87  
MG

## Grèce

### GREVE GENERALE CONTRE L'AUSTERITE "SOCIALISTE"

● Depuis le mois de janvier, les grèves se multiplient en Grèce contre l'austérité du gouvernement "socialiste" de Papandréou. Le temps des belles promesses "socialistes" est, en effet, bel et bien révolu. La suppression de l'échelle mobile des salaires fin 85 représentait déjà la plus forte baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière depuis la fin du régime des colonels. Aujourd'hui, ces attaques contre les salaires et toutes les conditions de vie et de travail -comme partout- s'accroissent.

A l'heure du "parler vrai", dans une situation économique où le taux d'inflation est de 16,9% et le déficit de la balance des paiements de près de 2 milliards de \$ (5% du PIB), le gouvernement a -sur le dos de la classe ouvrière- annoncé qu'il "doit poursuivre une réduction des augmentations des revenus" et "ne pas effectuer de nouveaux déficits dans le budget" ce qui se traduit par une chute draconienne des salaires, par des licenciements, par des augmentations des taux de productivité, etc. Face à cette offensive, depuis le 11 février, une vague de grèves

-la deuxième en l'espace de trois semaines- touche l'ensemble de la société. La combativité et le mécontentement grandissant des travailleurs en Grèce se sont exprimés dans des grèves de plusieurs centaines de milliers d'ouvriers dans les secteurs public et privé : dans les usines, les télécommunications, les postes, l'électricité, les banques, les transports routiers, aériens et maritimes, l'enseignement, les hôpitaux, etc. Le 12 février, une manifestation dans le centre d'Athènes regroupait plusieurs milliers de manifestants qui réclamaient des augmentations salariales "contre l'austérité socialiste". A ce jour, le mouvement s'est élargi, incluant plus de deux millions de travailleurs.

Face à cette riposte massive, la bourgeoisie en Grèce -comme dans tous les autres pays- a mis en avant toutes ses forces d'encadrement, notamment le PC et ses centrales syndicales (pas moins de 28 !) afin de canaliser le mouvement, de le saucissonner en appelant à des grèves ou à des journées d'action,

à différents jours dans différents secteurs, limitées à un, deux ou trois jours !

De plus, toutes les forces de la bourgeoisie travaillent à amalgamer les ouvriers aux couches petites-bourgeoises tels les commerçants, les médecins, et le gouvernement a alors beau jeu d'affirmer par la voix de son ministre de l'économie nationale qu'il s'agit de "plusieurs grèves" avec des "revendications souvent contradictoires".

Alors qu'en Grèce -comme partout ailleurs- c'est à un même plan d'attaques contre ses conditions de vie que la classe ouvrière se trouve confrontée. Cette explosion de colère de tous les ouvriers en Grèce montre que, face aux mesures d'austérité draconiennes de tous les gouvernements qu'ils soient de droite ou de gauche, le prolétariat de tous les pays n'a pas d'autre choix que celui d'opposer un front de plus en plus massif et uni aux attaques du capital.

17.2.87  
MB

# LES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE POUR EMPECHER L'UNITE OUVRIERE

● Le samedi 22 novembre 86, s'est tenu en Allemagne, à Cologne, une Journée nationale d'action et de discussion des chômeurs. Elle a regroupé environ un millier de personnes : des chômeurs venus de différentes villes d'Allemagne, dont la majeure partie est regroupée dans les "initiatives" de chômeurs (sortes de comités), mais également des chômeurs venus de Belgique et de Hollande et des ouvriers actifs. Le CCI était la seule organisation révolutionnaire intervenante.

Cette journée, appelée pour être une journée de lutte et de débat face à l'aggravation générale de la misère, des attaques contre la classe ouvrière, montre que, comme dans tous les principaux pays industrialisés, la combativité de la classe ouvrière en Allemagne ne cesse de se développer et de s'élargir face à la dégradation de ses conditions d'existence. Mais plus encore, le fait que cette journée ait été ouverte à tous, ouvriers au chômage et ouvriers actifs, et organisée dans une des principales villes ouvrières d'Allemagne, aux portes d'une de ses régions les plus industrialisées et les plus touchées par le chômage, la Ruhr, montre que c'est non seulement la combativité de la classe ouvrière qui s'est renforcée au cours de ces derniers mois en Allemagne, mais aussi la volonté de se battre tous ensemble, ouvriers au chômage et ouvriers actifs contre les attaques du gouvernement. La dernière conférence nationale des chômeurs, organisée en décembre 85, s'était tenue à Göttingen, loin de tout centre ouvrier, et n'était ouverte qu'aux seuls délégués des initiatives de chômeurs (cf. article de RI n°142 sur les comités de chômeurs).

C'est bien la recherche de la plus grande unité possible au sein de la classe ouvrière qui est aussi aujourd'hui au centre des préoccupations de la classe ouvrière en Allemagne, et plus particulièrement parmi les ouvriers au chômage, même si cette unité ne s'est pas encore manifestée aussi ouvertement que dans les autres pays d'Europe occidentale. Car la classe ouvrière, là se confronte à deux principaux obstacles : l'inexpérience des luttes concrètes au sein de la génération présente des ouvriers, et surtout la force d'une des bourgeoisies les plus expérimentées du monde dans la lutte contre la classe ouvrière, au travers de ses fractions de gauche.

C'est cette question qui était bien au centre des préoccupations de la majeure partie des chômeurs et des ouvriers actifs venus participer à cette journée et face à laquelle la bourgeoisie n'est pas restée inactive, loin de là! Celle-ci s'était fortement mobilisée avant cette journée et au cours de celle-ci, à travers l'utilisation de toutes ses forces de gauche, pour éviter que toute perspective positive de lutte ne soit mise en avant et maintenir ainsi l'isolement des chômeurs.

LES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE : ENFERMER LES CHOMEURS DANS UN GHETTO.

Organisée officiellement par l'initiative locale des chômeurs de Cologne, cette journée avait en fait été soigneusement et sciemment préparée par les principales forces de la gauche (dans l'opposition) en Allemagne : le DGB, premier syndicat allemand et les syndicalistes de base où sont fortement présents les trotskystes, comme en France, mais sans que jamais ces derniers n'apparaissent à visage découvert. Le fait que, publiquement, les écologistes (le parti des Verts) et l'Eglise soutiennent le mouvement des chômeurs en participant financièrement à l'organisation de cette journée - alors que les syndicats et que les gauchistes passent cela sous silence montre concrètement que le but visé par la gauche est bien de faire du mouvement des chômeurs en Allemagne, non un mouvement de la classe ouvrière, mais un mouvement d'une couche marginale au sein de la société, du type mouvement de squatters, mouvement de locataires, etc. L'objectif de cette manœuvre est de présenter l'ensemble de l'armée des chômeurs et le problème du chômage comme n'ayant rien à voir avec la classe ouvrière. Il faut à tout prix maintenir les chômeurs dans un nouveau ghetto!

Et c'est ce but qui était au coeur des manœuvres de la gauche pendant toute cette journée.

C'est surtout à travers l'organisation et le déroulement des débats, moment le plus important dans cette journée, que ces manœuvres se sont développées avec le plus d'intensité. Il fallait avant tout éviter toute discussion commune sur les perspectives de lutte des chômeurs et sur la nécessité de l'unité de celle-ci avec les ouvriers actifs.

Pour cela, trois débats avaient été organisés dans le même temps, sur trois thèmes différents : sur les politiques de l'emploi, sur le choix des revendications à mettre en avant, et sur le bilan et les perspectives du mouvement des chômeurs.

Il était pourtant clair que la volonté de la majorité des ouvriers présents était de faire une discussion unique, commune, sur les perspectives de lutte à mettre en avant. Nous pouvons en témoigner par le fait des nombreuses discussions qui se sont tenues, dans cette optique unitaire, au stand des différentes initiatives de chômeurs - notamment de celle de Hambourg qui reste l'un des regroupements les plus combatifs et déterminés dans tout le mouvement des chômeurs (voir RI n° 142) - ainsi qu'au stand des publications du CCI. Eh bien, malgré cette volonté manifeste, les ouvriers ont dû subir l'éclatement de la discussion préparée par les convocats de la Journée.

Mais c'est surtout au cours du forum "bilan et perspectives", qui regroupait le plus grand nombre d'ouvriers, que la confrontation avec les manœuvres de la gauche, et notamment des syndicalistes de base, a été portée à son niveau le plus fort et le plus criant.

EMPECHER LES OUVRIERS DE SE POSER LES VERITABLES QUESTIONS

Sous le travestissement d'un débat démocratique et ouvert, ce forum avait été en fait soigneusement préparé par le présidium qui tenait la réunion, organisait la discussion et avait déjà prévu tout seul toutes les propositions concrètes. Le présidium se composait en quasi-exclusivité d'éléments gauchistes et syndicalistes de base.

Il avait organisé le débat en deux parties, l'une sur le bilan, et l'autre sur les perspectives.

Sur la première partie, plusieurs ouvriers ont exprimé à de nombreuses reprises dans leurs interventions - même de façon confuse - que pour eux la question centrale à discuter était celle de : comment se regrouper avec les ouvriers touchés par les licenciements - comme ceux de la Ruhr, par exemple - comment faire la solidarité active avec eux. Les chômeurs de Hambourg exprimaient clairement cette préoccupation.

En polarisant la discussions sur des questions telles que : Qui doit financer les initiatives de chômeurs ? Comment organiser pour faire fonctionner quotidiennement celles-ci ? doit-on demander le soutien des Verts, des syndicats, du SPD, etc ?... la stratégie des syndicalistes de base, via le présidium, a en fait consisté d'une part, à noyer les préoccupations centrales des ouvriers dans une foule de questions, et d'autre part, à les dévier sur un terrain bourgeois, celui de la recherche du "soutien" (matériel, financier...) de la bourgeoisie au détriment de la véritable solidarité ouvrière qui ne peut être que la solidarité active des autres ouvriers dans et par la lutte.

Le CCI est alors intervenu dans le débat pour tenter de polariser celui-ci autour de cette seule vraie question qui se pose à la classe ouvrière aujourd'hui : celle de l'unité nécessaire dans la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière, et comment la réaliser concrètement. C'est alors que le sabotage de la bourgeoisie, à travers le contrôle du présidium par les syndicalistes de base, s'est matérialisé concrètement. Le présidium a en effet conclu sur la partie bilan du débat et a annoncé que sur la partie "perspective", il y avait très peu de temps pour la discussion, seulement une heure, car se tenait après une conférence de presse pour rendre compte des travaux de cette journée. Et suite à cela, le présidium annonçait une proposition concrète pour les perspectives : celle de la tenue d'un prochain congrès, pour l'année suivante, à Düsseldorf!

Proposition surprise qui n'en était pas une pour tout le monde cependant, car plusieurs syndicalistes de base répartis dans la salle sont immédiatement intervenus pour appuyer cette proposition et centrer la discussion sur les modalités concrètes de ce futur congrès : les uns proposant une date, les autres un lieu, etc.

A la suite de ces interventions, le présidium a alors déclaré vouloir conclure la discussion sur les perspectives, car il lui semblait que tout le monde était d'accord sur cette proposition, et que, de toute façon, le temps était trop court pour poursuivre la discussion, car il fallait préparer la conférence de presse.

Ici, l'intervention du CCI a été vitale parce qu'elle a permis de montrer aux yeux de l'assemblée des ouvriers comment manœuvrent concrètement les syndicalistes de base. Le présidium refusant de nous laisser la parole, nous avons demandé à la salle l'autorisation de parler, et nous avons dénoncé la proposition de ce congrès comme un moyen visant à empêcher que les réelles perspectives de lutte soient discutées. Et nous avons mis en avant dans notre intervention quelles étaient les vraies perspectives, celles de l'unité avec les ouvriers actifs à travers la participation commune des ouvriers chômeurs et actifs dans les manifestations ouvrières, l'envoi de délégations dans les usines qui sont en grève, etc. Notre intervention, contrairement à ce que prévoyaient les gauchistes, a poussé d'autres ouvriers, qui n'avaient pas pris la parole auparavant, à s'exprimer au micro devant l'assemblée. Ils ont exprimé leur accord avec le fait que le CCI ait pu parler et exprimer son point de vue face à l'assemblée, même s'ils n'étaient pas d'accord avec tout ce que nous disions, et ont exprimé leur désaccord avec la perspective d'un prochain congrès dans un an, car la vraie question n'était pas pour eux dans un an, mais dès aujourd'hui au sein des luttes quotidiennes. Les chômeurs de Hambourg ont dit clairement que la vraie question était bien celle de l'unité des luttes et que leur objectif était d'aller trouver les ouvriers des chantiers navals confrontés aux licenciements. Ils ont exprimé aussi leur mécontentement vis-à-vis des manipulateurs au sein de ces assemblées, qui sont toujours les mêmes et arrivent à chaque fois avec des propositions toutes faites qui sont adoptées sans que personne hormis ceux qui les proposent, n'ait compris de quoi il s'agissait et ne les ait discutées.

Les syndicalistes de base ont réussi leurs manœuvres de diversion en faisant finalement accepter la proposition d'un nouveau congrès comme seule perspective pour la lutte des chômeurs, et en présentant celle-ci lors de la conférence de presse comme le seul point de discussion dans ce forum. Mais ces manœuvres, du fait de l'intervention du CCI et de la méfiance grandissante des ouvriers vis-à-vis de la stratégie des syndicats et des gauchistes, ne sont pas restées cachées aux yeux des ouvriers présents. Elles sont une expérience dans la confrontation avec les syndicalistes de base, que les ouvriers ne doivent pas oublier. C'est la même expérience que les ouvriers à la SNCF, en France, confrontés au sein des ordonnances avec les manœuvres des trotskystes pour empêcher le mouvement de s'étendre aux autres secteurs.

Cette journée d'action et de discussion des chômeurs en Allemagne, qui se voulait une journée d'action et de lutte, a échoué dans sa tâche du fait des manœuvres d'une des bourgeoisies les plus expérimentées du monde, qui confronte un prolétariat encore inexpérimenté. Cette journée, dans la mesure où elle n'a pas débouché dans l'immédiat sur des réelles perspectives de luttes communes, ouvriers au chômage et actifs, va contribuer momentanément à renforcer l'isolement des chômeurs. Cependant, elle constitue un moment dans l'apprentissage vital et inévitable de la confrontation de la classe ouvrière face à son ennemi de classe, la force de l'appareil de gauche de l'Etat capitaliste qui utilise les mêmes stratégies en France, comme dans les principaux pays industrialisés, pour empêcher l'unification des luttes ouvrières.

L.A.

## FRANCE (SUITE DE LA PAGE 2)

Maintenant, avec le mouvement des instituteurs, il se sert de son influence au sein des syndicats de l'Education nationale, pour contribuer à escamoter les questions ESSENTIELLES des baisses de salaire et dégradations de travail, en essayant de cantonner les instituteurs dans une lutte corporatiste et sans issue. De la même façon qu'il s'est servi de la loi Devaquet, il utilise aujourd'hui la loi Monory sur le décret des "maîtres directeurs" (signé par Mitterrand) afin de monter un simulacre de bataille entre un gouvernement de droite et un PS "parti de luttes". Ainsi, on a pu voir Jospin en tête de la manifestation des instituteurs le 11 février alors qu'il y a à peine un an, son compère "socialiste" Chevènement, ministre de l'Education Nationale, attaquait les salaires, surchargeait les classes de ces mêmes instituteurs sur l'air de... "La Marseillaise" et des "enfants de la Patrie" dans les écoles !

Quant au PC, tout le brouhaha actuel sur les "rénovateurs" a essentiellement comme signification de s'affirmer comme "le seul parti ouvrier contre tous" "sur le terrain de la lutte" et non du Parlement. C'est pourquoi Marchais qualifie les "rénovateurs" de "nostalgiques du Programme Commun" et que Fitter-

man déclare :

"...Il est vital pour le parti de se reconstituer une identité que nous avons laissée s'effacer. Nous devons rouler pour nous et non plus pour le PS."

C'est pourquoi nous entendons tout ce langage du PC et de sa filiale la CGT sur le PS et les autres syndicats qualifiés de "réformistes", "capitulards".

C'est pourquoi cette tentative de se présenter, comme le "parti des ouvriers", de se montrer "anti-capitaliste" est AMPLIFIÉE, AIDÉE par toutes les fractions de la bourgeoisie et de l'ensemble des médias qui renvoient sans cesse l'image d'un PC et d'une CGT jusqu'au-boutistes, le PC accusant les "rénovateurs" de "liquidateurs" et la CGT accusant les autres syndicats de "trahir les intérêts de la classe ouvrière". En effet, quand le vent tourne, et que l'immense majorité des travailleurs sont désillusionnés - sinon franchement hostiles - vis à vis de ce pernicieux "faux ami" et ne l'attendent pas pour lutter, il devient urgent pour le PC de rouler pour lui, "seul du côté des travailleurs". Toute la bourgeoisie a besoin, aujourd'hui, d'un PC bien ancré sur le terrain des luttes, capable de les contrôler, de les saboter et de les mener sur ces voies de garage.

C'est cela que les ouvriers trouvent aujourd'hui face à eux et trouveront encore plus demain.

Après la lutte à la SNCF, la bourgeoisie n'a pas eu de répit dans sa contre-offensive vis à vis de TOUS les ouvriers. Et depuis, elle n'a pas cessé d'accentuer et d'accélérer sa mobilisation en se partageant le travail entre la droite, la gauche et les syndicats. Ceci n'est pas un hasard bien sûr, mais une minutieuse préparation en vue de prochains combats - classe contre classe - qu'elle sait d'autant plus inévitables que les attaques ne vont pas cesser de se renforcer. C'est pourquoi il lui est d'autant plus urgent de se tenir prête, d'ajuster ses atouts le mieux possible face aux futures ripostes qui mûrissent parmi les ouvriers. La classe ouvrière doit être consciente qu'elle doit avoir à faire face à l'ensemble de TOUTES les forces capitalistes et, en premier lieu, à ceux qui se prétendent ses amis.

le 20 février 1987.

M.B.

(1) voir RI n° 152 : éditorial et article "Syndicats, gauchistes, PC, PS : la bourgeoisie s'arme pour diviser la riposte ouvrière".

(2) voir articles dans ce numéro

(3) voir RI n° 5.

(4) Interview accordé au journal "L'Evénement" du Jeudi du 28.1.87.

(5) voir articles dans RI n° 153 sur les grèves à la SNCF.

(6) voir note 1

LA BARBARIE CAPITALISTE SE DECHAINED

● Une nouvelle fois, le Liban se retrouve aux avant-postes de la barbarie capitaliste. Famine horrible dans les camps palestiniens assiégés par la milice Amal, nouveaux affrontements meurtriers entre milices rivales dont les principales victimes sont, comme toujours, les populations civiles, nouvelle "opération de police" de l'armée syrienne dont la sanglante "efficacité" n'est plus à démontrer : l'enfer n'a pas de fin.

C'est depuis plus de quatre mois que les populations des camps palestiniens subissent, dans l'indifférence générale des médias, l'enfer quotidien des bombardements et d'un blocus complet des vivres et des médicaments. Mais il a fallu le "scandale" provoqué par la demande aux autorités religieuses musulmanes permettant aux affamés de pratiquer l'anthropophagie pour que l'horreur soit mise en lumière Aussitôt, tout ce que la terre compte de bonnes âmes hypocrites et intéressées depuis le pape jusqu'aux dirigeants de l'URSS, depuis l'Arabie Saoudite jusqu'à la Libye en passant par la Croix Rouge Internationale, l'ONU, la Ligue des Droits de l'Homme, B. Kouchner, Mitterrand, Chirac, tout ce joli monde s'est bruyamment ému et a juré qu'il ferait le nécessaire pour faire cesser "une telle barbarie". Et nous pouvons leur faire confiance ! Effectivement, ces gens feront tout leur possible pour que cette barbarie -et bien d'autres encore- ...se poursuive. Car qui sont les principaux responsables de cette horreur sans fin, sinon les gouvernements des grandes puissances mondiales, ceux des petites puissances locales, de même que tous ces marchands de charité qui s'agitent un peu partout.

Pour les grandes puissances, le Moyen-Orient n'a jamais été que le champ clos de leurs grandes manœuvres impérialistes. Pendant des décennies, les deux blocs impérialistes s'y sont affrontés par

Israël, Egypte, Syrie interposés. La guerre qui n'a pratiquement pas cessé depuis quarante ans dans cette région du monde, ce sont avant tout ces grandes puissances qui l'y ont maintenue par un flux incessant d'armes les plus meurtrières, mais aussi par la présence permanente de "conseillers" militaires et même l'envoi direct de troupes comme en 56 lors de l'expédition de Suez, comme en 82 avec l'arrivée des corps expéditionnaires américains, français, italiens et britanniques à Beyrouth. Et aujourd'hui que l'URSS a été pratiquement chassée de cette zone par une pression et une présence de plus en plus massives des puissances occidentales et de leurs alliés, la barbarie n'en n'a pas cessé pour autant. Car, à côté des grands brigands impérialistes dont l'appétit s'étend au monde entier, les petits brigands, tels Israël, la Syrie, l'OLP, les différentes cliques de la bourgeoisie libanaise, etc., ne sont pas en reste pour ce qui est de l'avidité et du cynisme même si leurs ambitions sont, par la force des choses, beaucoup plus limitées.

Dans un monde dominé par la force des armements, par les affrontements militaires permanents, la terreur guerrière reste l'instrument privilégié pour assouvir ces ambitions.

Pour le bloc US, il s'agit de "pacifier" la région afin d'avoir les mains libres pour régler la question iranienne et cette "paix", comme toujours, c'est celle des cimetières. On fait semblant de dénoncer la milice Amal qui affame les palestiniens, mais Amal n'est pas autre chose qu'un des instruments de la politique syrienne au Liban, laquelle se mène en accord avec les grandes puissances occidentales depuis que la Syrie a décidé de quitter le giron de l'URSS en échange de l'octroi par le bloc US d'un morceau du gâteau libanais.

L'Etat français -par la voix de Mitterrand- peut faire le généreux en faveur des réfugiés palesti-

niens affamés et massacrés, il est complice de cette barbarie. Les grandes et petites puissances peuvent dénoncer autant qu'elles peuvent les prises d'otages au Liban, ce sont elles qui pratiquent cette méthode avec le plus d'ampleur et depuis le plus longtemps.

Otages, ces populations palestiniennes que depuis quarante ans on ballote d'un lieu à l'autre, d'un massacre à l'autre, de Cisjordanie en Jordanie, de Jordanie au Liban, et qui ne servent à autre chose qu'à justifier toutes les aventures militaires, tous les appétits des différents Etats et cliques de la région, alliés de tel ou tel bloc.

Otages, ces populations libanaises qui depuis plus de dix ans sont de la chair à canon pour les différentes cliques et milices et leurs protecteurs successifs.

Otages, elles le sont aussi comme toutes les populations qui vivent et sont exploitées dans les grandes puissances qui dominent le monde, ne doivent pas se laisser endormir par tous ces discours doucereux. Seule la lutte qu'ils ont déjà engagée contre les attaques capitalistes, notamment dans les concentrations ouvrières d'Europe occidentale, seul le combat de plus en plus massif, uni, résolu et conscient contre la misère engendrée par ce système, peut conduire à mettre un terme non seulement à leur propre exploitation, mais aussi à toute la barbarie qui se déchaîne aujourd'hui sur l'humanité.

22.2.87  
FM

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS.

NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION. NOS LECTEURS QUI LE DESIRENT, POUR UNE SOUSCRIPTION MINIMUM DE 80f. RECEVRONT 10 NUMEROS : Souscription no 1 : no 6 et 7 de RI ancienne série, et no 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série. Souscription no 3 : Bulletins d'Etudes et de Discussions encore disponibles. Souscriptions no 4 : 10 premiers no de la Revue Internationale encore disponibles. Souscription no 5 : 10 no suivants de la Revue Internationale encore disponibles.

SOUSCRIPTIONS :

PARIS :

-Mr et mme P.....150f.  
FP..... 10f.  
-G.....30f.  
-F.....10f.  
-LB.....10f.  
-US..... 10f.  
JS..... 10f.  
MNT.....13f.  
Vincent.....30f.  
Total.....273f.



REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème

La responsabilité des révolutionnaires dans la période présente

BORDEAUX : Réunion publique le 14 mars au "café des Arts", 138, cours Victor Hugo, à 17h. Au comptoir demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

CLERMONT-FERRAND : Réunion publique le 3 avril à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

LILLE : Réunion publique le 28 mars à 14h30 à la MNE, 23 rue Gosselet. Vente de la presse tous les 1er et 3ème dimanches du mois, au marché de Wazemmes.

LYON : Réunion publique le 3 avril à 21h à MATO, impasse Métrol, Villeurbanne, métro République. Permanence le 7 avril à 18h au café "La Brioche", 6, rue de la Barre, 2ème, métro Bellecour. Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin le dimanche 12 avril, à partir de 11h30.

MARSEILLE : Permanence le 18 mars de 18h à 19h à "l'Artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry, 13001.

NANTES : Réunion publique le 21 mars à 17h, au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier..) Permanence le 6 mars à la même adresse. Diffusion au marché de la Petite Hollande, le 7 mars de 10h30 à 11h30.

PARIS : Réunion publique le 20 mars à 20h30 au 27, avenue de Choisy, métro Porte de Choisy. Permanence le 28 mars de 17h à 19h, même adresse.

ROUEN : Réunion publique le 27 mars à 20h, à la Halle aux Toiles. Vente du journal le 14 mars de 14h à 15h au centre commercial place St Sever.

TOULOUSE : Réunion publique le 27 mars à 21h, rendez vous devant l'entrée du Géant Casino, Pont des Demoiselles. Permanences tous les vendredis, sauf celui de la RP, à 18h30 au café "Le Colbert" avenue St Exupéry. Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux puces, place St Sernin.

ST-ETIENNE : Réunion publique le 24 mars à 20h30 salle 7 à la "Maison pour tous", 28, rue Palle. Beaulieu.

TOURS : Permanence le 14 mars à 17h à la "Maison pour tous", rue de la Dauzillière, arrêt Dauzillière, JOUE-LES-TOURS.

PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

ACCION PROLETARIA  
Apartado de Correos 258, VALENCIA,  
46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME  
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE

INTERNATIONALISM  
PO BOX 20193 London Terrace Station,  
NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO  
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION  
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE  
RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE  
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE  
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION  
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION  
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE  
(10F + 3F de frais d'envoi)  
NATION OU CLASSE (idem)  
PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (idem)  
PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)  
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)  
SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)  
LA DECADENCE DU CAPITALISME  
(10F + 6F de frais d'envoi)  
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION  
(20F + 6F de frais d'envoi)  
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE  
(20F + 12F de frais d'envoi)

ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros)  
FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION : 150F  
Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE: 4ns)  
FRANCE : 65F ETRANGER : 65F PAR AVION : 80F  
Abonnement couple (JOURNAL + REVUE)  
FRANCE : 150F ETRANGER : 150F PAR AVION : 150F  
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI.CCP 202 3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin 9,cité Beauharnais -75011-  
Directeur de la publication : D.Van Celst  
Numéro de commission paritaire : 54267  
tirage moyen : 2000 ; vente moyenne : 500.

# L'INCAPACITE A REpondre AUX BESOINS DE LA LUTTE

● La plupart des organisations ou groupes du milieu politique prolétarien sont intervenus dans ce qui constitue un événement majeur de la lutte de classe en France et internationalement : la grève à la SNCF.

Ont-ils rempli leur rôle ?  
Leur intervention a-t-elle constitué une force dans la lutte pour pousser, quand c'était possible, à l'élargissement de la grève à la SNCF vers une riposte massive et unie des ouvriers, pour dénoncer quand c'était nécessaire les manœuvres de la bourgeoisie ?

A-t-elle permis d'armer la conscience des ouvriers des leçons de cette grève ?

C'est parce que l'intensification des combats de classe rend de plus en plus aigu le besoin d'une avant-garde capable, par son intervention au sein des luttes, de répondre aux besoins de celles-ci, qu'il est indispensable que des réponses soient apportées à ces questions.

## SOIT L'ABSENCE POLITIQUE, SOIT DES MOTS D'ORDRE A CONTRE-COURANT

-Première irresponsabilité : l'absence totale de ces organisations lors des moments décisifs. Durant les treize premiers jours de la grève, alors qu'elle s'étendait et s'organisait au sein de la SNCF, en dehors du contrôle des syndicats, et que l'encouragement de l'exemple qu'elle constituait pour les autres secteurs de la classe ouvrière, tous concernés par les attaques, rendait possible l'élargissement et l'unification du front de classe, dans le secteur public en particulier, nous n'avons pas vu le moindre tract de ces organisations s'adressant aux ouvriers pour impulser leur entrée en lutte. Pas la moindre intervention orale de leur part pour, dans les assemblées de cheminots, soutenir la lutte et proclamer la nécessité qu'elles avaient de s'ouvrir aux ouvriers des autres secteurs, d'envoyer des délégations rechercher chez eux la solidarité active. Pas la moindre intervention non plus pour combattre l'action des gauchistes qui manœuvraient contre une telle orientation, ni pour dénoncer l'attitude des syndicats.

Pourquoi une telle absence de ces organisations à un moment de la lutte où il était possible et nécessaire de s'appuyer sur sa dynamique montante pour la pousser à dépasser ses faiblesses, comme le corporatisme, à confronter les obstacles, comme l'action des syndicats et du syndicalisme de base ; faiblesses et obstacles qui, une semaine après le début de la grève, menaçaient déjà de se transformer en facteurs décisifs de la défaite. Elles se sont laissées surprendre. C'est le moins que l'on puisse dire puisqu'à notre connaissance l'intervention la moins tardive, la première du FOR (1), s'est faite après 13 jours de grève. Quant à la plus tardive, celle du BIPR (2), on l'attend toujours !

- Deuxième irresponsabilité : l'appel à la lutte au moment où il s'agit pour les ouvriers de se replier. Dix huit jours après le début de la grève, sa défaite est inéluctable et la reprise du travail imminente à la SNCF. Dans ce secteur, mais également dans d'autres susceptibles de rentrer en lutte, les syndicats sont amplement déployés et contrôlent la situation. C'est alors qu'ils appellent dans ceux-ci à une fausse extension de la lutte pour, en ces circonstances défavorables pour les ouvriers, les mener à l'épuisement et à la défaite. Pour réussir cette véritable offensive politique contre la classe ouvrière, ils utilisent toutes les manœuvres y compris celle qui consiste à reprendre à leur compte l'auto-organisation qu'ils proposent... sous leur contrôle. Et c'est à ce moment-là que le FOR et la FECCI appellent les ouvriers à entrer en lutte ! La FECCI (3) titre son tract : "Généralisons l'auto-organisation des luttes" ; le GCI (4) donne comme orientation "pas d'hésitations : durcir, élargir... foncez ! Des millions de prolétaires sont prêts à prendre le chemin de la lutte !" Ce faisant, ils

poussent les ouvriers vers où veulent les entraîner les syndicats. Ils participent ainsi objectivement à la dynamique vers la défaite.

Quand, en plus de cela, le GCI préconise des actions "dures" pour "bloquer les transports et l'activité économique", il donne une caution révolutionnaire à ce que font les syndicats et le syndicalisme de base depuis des mois, pour isoler les ouvriers et user leur combativité. Et cela à une période où de plus en plus d'ouvriers rejettent ouvertement ces actions, qu'ils comprennent comme stériles, voire comme des manœuvres.

## DES REPONSES INADEQUATES OU FAUSSES AUX BESOINS GENERAUX ET IMMEDIATS DU MOUVEMENT

Hormis l'irresponsabilité de ces organisations face aux besoins immédiats de la lutte, ont-elles participé au renforcement de la conscience de la classe, en lui permettant de tirer des leçons essentielles de son expérience ?

C'est à juste titre que certaines de ces organisations défendent des aspects fondamentaux des leçons suivantes :

- l'entrée en lutte spontanée des cheminots en dehors et parfois contre les syndicats, leurs tentatives de s'organiser indépendamment d'eux, mais aussi le poids du corporatisme qui a entravé le développement de la lutte et sur lequel se sont appuyés les syndicats pour l'étouffer ;

- l'importance de cette grève en tant que riposte aux attaques impitoyables du capitalisme, et la nécessité d'une riposte la plus large et la plus unie possible pour faire face victorieusement à celles-ci.

Toutes dénoncent les syndicats mais avec quelle efficacité pour renforcer la conscience des ouvriers de la nature et du rôle de ceux-ci ?

Quelles sont celles d'entre elles parvenues à montrer concrètement, par rapport aux besoins de la lutte telle qu'elle s'est déroulée, en quoi les manœuvres des syndicats et du syndicalisme de base, ont visé à circonscrire et étouffer la lutte, et finalement infliger une défaite à la classe ?

La FECCI, mais de façon très incomplète. Car, inconsciente de l'emprise du syndicalisme de base sur le mouvement, elle ne peut le combattre.

Le FOR tout aussi partiellement, à cause de l'ambiguïté de certains de ses arguments : "la coordination remplace les syndicats pour obtenir satisfaction sur les revendications corporatistes". Au-delà de la confusion sur la nature des coordinations dans le mouvement de la SNCF, qui ne sont pas égales aux syndicats mais noyautées et contrôlées par les syndicalistes de base qui cherchent à isoler la lutte dans le corporatisme, que faut-il comprendre de cette critique ? Que les syndicats peuvent permettre d'obtenir satisfaction sur certaines revendications ! Avec ce type de confusion, le FOR, qui par ailleurs dénonce clairement les syndicats, en vient malheureusement à entretenir des illusions sur la nature des syndicats qui partout défendent l'intérêt de l'entreprise, du capital national contre celui des ouvriers.

Quant au GCI, la question syndicale ne constitue pas pour lui un problème dans la grève des cheminots malgré le titre de son tract "le syndicalisme est malade, il faut l'achever". Alors qu'il était nécessaire de dénoncer en quoi l'action de la bourgeoisie, à travers essentiellement les syndicats et le syndicalisme de base, a constitué un obstacle à ce que la lutte se développe, et le facteur essentiel de sa défaite, le GCI consacre la moitié de ce tract à une dénonciation abstraite de "cette société de merde" et de ses "chiens de garde", où la sur-enchère au radicalisme verbeux, qui s' imagine stimuler la lutte, reste sans prise possible sur la situation et de ce fait est inapte à renforcer la lutte.

Tous par force, reconnaissant la lutte de la SNCF, mais soit, comme le FOR et la FECCI, tendent à la mettre au même niveau que l'agitation des étu-

dants, soit, comme le FOR, lui donnent des perspectives inappropriées.

Le FOR et la FECCI participent malheureusement à l'amalgame, pratiqué à longueur de colonnes dans la presse bourgeoise, entre la lutte de la classe ouvrière, dont la bourgeoisie a tout à redouter, et un mouvement d'étudiants et de lycéens intervenu quelques semaines auparavant, mouvement inter-classiste, sans danger pour la bourgeoisie, et même utilisé par elle à des fins idéologiques contre la classe ouvrière. Le FOR introduit son deuxième tract en parlant de "l'atmosphère d'état de grâce" créée par ce mouvement et dans lequel "s'ouvre la grève des cheminots". La FECCI le place dans la continuité des luttes ouvrières qui se déroulent partout dans le monde !

Lorsqu'il tire les leçons de cette grève pour les combats futurs, en voulant à juste titre combattre la faiblesse corporatiste au sein de la classe, le FOR dégage des orientations pour les combats futurs. Dans son tract, "L'esprit syndicaliste pourrit la lutte", s'il déduit justement la nécessité de "l'extension et l'unification de la lutte avec d'autres secteurs" sur quelles bases les assoie-t-il ?

... sur la base d'un intérêt commun : l'unité révolutionnaire pour en finir avec le travail salarié...". Escamotant ainsi le processus réel qui mène à la confrontation révolutionnaire entre les classes, il escamote ce qui est directement et immédiatement à l'ordre du jour -et non pour demain- et constitue une nécessité incontournable : la lutte la plus large et la plus unie possible des ouvriers pour faire reculer la bourgeoisie sur les attaques qui sont menées aujourd'hui. C'est cette nécessité qu'il tend encore plus à obscurcir quand, de manière très abstraite, sans possibilité de déboucher sur une pratique précise pour les ouvriers, laissant ainsi prise à autant d'interprétations ambiguës que fausses, et donc d'actions de même caractère, le FOR définit ce qu'il juge constituer l'axe nécessaire du développement de la lutte de classe : "il est indispensable qu'un vaste mouvement prolétarien axe toutes ses attaques contre l'accumulation du capital..."

Les groupes et organisations du milieu politique prolétarien dont nous avons critiqué l'intervention, ou l'absence (dans le cas du BIPR), ne sont pas parvenus à répondre aux besoins de la lutte, que ce soit par rapport à la nécessité d'en être partie prenante pour tenter de l'influencer, ou par rapport à celle d'en tirer clairement les leçons essentielles. A la base de cela, il y a des carences de fond (5) propres à chacune d'entre elles qui les conduisent à donner des orientations erronées au mouvement et une inaptitude à comprendre les potentialités de la période actuelle pour le développement de la lutte de classe. De ceci il découle une incapacité à être à l'écoute des surissements importants de la lutte, et quand cela arrive, une incapacité aussi à en suivre et analyser l'évolution, et encore moins à en être partie prenante, comme ce fut le cas lors de la grève à la SNCF.

Aujourd'hui, le Manifeste du Parti Communiste, est plus que jamais d'actualité quand il affirme : "Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions et des fins générales du mouvement prolétarien".

Toute organisation révolutionnaire conséquente se doit d'en être pleinement convaincue et en tirer toutes les implications dans sa pratique. A défaut de quoi, elle n'a de révolutionnaire que le nom et n'est d'aucune utilité pour la lutte de classe.

RI

- (1) "Alarme" BP 329 -75624 PARIS CEDEX 13.
- (2) C/O "L'Herbe Rouge", 1bis, rue d'Alésia -75014 Paris
- (3) BP 1181, Centre Monnaie -B 1000 BRUXELLES
- (4) BP 54, BXL 31, 1060 BRUXELLES
- (5) -Critique de l'idéalisme du FOR -RI 143 et 144.

-Critique du BIPR "Quelle méthode pour comprendre la lutte de classe"-Revue Internationale n°41  
- Critique du GCI "Luttes revendicatives et luttes révolutionnaires" Revue internationale n° 32

## Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

### NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qu'appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.